



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE**

**n° 50 du 30 novembre 2010**

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
**[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)**

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2010

SOMMAIRE
----------

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>1241</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1241</b>
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS .....</b>	<b>1241</b>
Bureau de l'interministérialité .....	1241
Arrêté n° 10.BI.46 du 29 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est .....	1241
Arrêté n° 10.BI.47 du 29 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est pour les avis à la batellerie .....	1243
Arrêté N°10.BI.48 du 29 novembre 2010 accordant délégations d'ingénierie publique .....	1243
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>1244</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES .....</b>	<b>1244</b>
Service transports, sécurité .....	1244
Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/043 du 10 novembre 2010 portant déclassement en vue de son aliénation d'un terrain dépendant du domaine public ferroviaire situé sur la commune de SAINT-CLEMENT, cadastré section F n° 603p lieu-dit «le village» .....	1244
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>1244</b>
Arrêté de délégation de signature du 2 avril 2010 à Mme Ghislaine DE RIBEIRO, adjointe au responsable du SIP, gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement .....	1244
Arrêté de délégation de signature du 2 avril 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement .....	1245

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté n° 10.BI.46 du 29 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;  
VU le Code de l'environnement ;  
VU le Code de l'Urbanisme ;  
VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique  
VU le Code des marchés publics ;  
VU le Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;  
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, en particulier son article 12 ;  
VU la loi d'orientation n°92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, en particulier son article 7 ;  
VU le décret du 6 février 1932 portant règlement général de police des voies de navigation intérieure  
VU le décret n°69-52 du 10 janvier 1969 fixant les conditions de radiation des voies d'eau de la nomenclature des voies navigables ou flottables ;  
VU le décret n°70-1112 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et autres dépendances du domaine public fluvial ainsi que les ports de plaisance - commissions permanentes d'enquête - composition ;  
VU le décret n°70-1114 du 3 décembre 1970 relatif aux ports maritimes, voies de navigation intérieure et dépendances du domaine public ainsi que les ports de plaisance - tarifs et conditions d'usage des outillages ;  
VU le décret n°71-827 du 1er octobre 1971 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes et fluviaux ainsi qu'aux concessions des ports de plaisance et modifiant le décret n° 69-140 du 6 février 1969 relatif aux concessions d'outillage public dans les ports maritimes ;  
VU le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure, modifié par le décret n° 77-330 du 28 mars 1977 ;  
VU le décret n°76-703 du 23 juillet 1976 relatif aux autorisations d'outillage privé avec obligation de service public dans les ports maritimes, sur les autres dépendances du domaine public maritime et sur celles du domaine public fluvial ;  
VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 19 novembre 2010 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargeant M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est à compter du 1er décembre 2010 ;  
VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la police de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : A compter du 1er décembre, délégation de signature est accordée à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer les documents suivants, relatifs aux voies navigables et cours d'eau domaniaux du département de Meurthe-et-Moselle, dans les domaines énumérés ci-après :

- 1 - Gestion du domaine public fluvial :
  - Occupations temporaires
  - Travaux sur les voies d'eau domaniales :
    - \* prise en considération
    - \* ouverture de l'enquête
    - \* autorisation
  - Outillages publics, ports de plaisance :
    - \* prise en considération du projet
    - \* ouverture de l'enquête
    - \* approbation de l'acte de concession
  - Outillages privés avec obligation de service public :
    - \* instruction de la demande, ouverture de l'enquête
    - \* délivrance de l'autorisation
  - Commission permanente d'enquête :
    - \* nomination des membres
    - Tarifs et conditions d'usage des outillages sur les voies de navigation intérieures et les dépendances du domaine public fluvial et dans les ports de plaisance :
      - \* affichage et consultation de la commission permanente d'enquête
      - \* opposition éventuelle dans le cas de modification
  - Extractions de matériaux :
    - \* attestation de fin d'instruction domaniale
  - Remise aux services fiscaux de terrains déclarés inutiles
  - Transfert de gestion et superposition d'affectations :
    - \* signature de la convention
  - Échange et acquisition de terrain
  - Décision de démolition des bien immobiliers du Domaine Public Fluvial (D.P.F.)
  - Délimitation du domaine public fluvial, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête
  - Déclassement de cours d'eau :

- \* envoi des propositions à l'administration centrale
- \* consultation des services, à l'exclusion de l'arrêté de mise à l'enquête
- Radiations des voies d'eau :
  - \* envoi des propositions à l'administration centrale
  - \* consultations des services
- Concessions de voies d'eau :
  - \* envoi des propositions à l'administration centrale
  - \* consultations des services
- Affermage des produits de franc bord.
- 2 - Police de l'eau et des milieux aquatiques :
  - Installations, ouvrages, travaux et activités non soumis à autorisation ni à déclaration au titre du Code de l'environnement (avis simple)
  - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés fixant des prescriptions particulières contestées par les pétitionnaires et des arrêtés d'opposition
  - Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation au titre du Code de l'environnement, à l'exclusion des arrêtés préfectoraux de mise à l'enquête et d'autorisation
  - Procès-verbal de visite de contrôle des installations, ouvrages, travaux et activités soumis au Code de l'environnement et courriers relatifs aux suites à donner
  - Autorisation de pratiquer des pêches exceptionnelles
  - Délits de pêche :
    - \* proposition de transaction auprès du procureur de la République
    - \* transmission des procès-verbaux au procureur de la République
  - Interdiction temporaire de la pêche
  - Décisions favorables simples ou assorties de prescriptions relatives aux projets de constructions en zones submersibles (plans d'exposition aux risques, plan surfaces submersibles, en application de l'article R.421-38-14 du Code de l'urbanisme)
  - Représentation de l'ETAT dans les instances judiciaires de premier degré.
- 3 - Règlements de police et de navigation :
  - Règlements particuliers de police
  - Autorisations de manifestations sur les voies navigables visées à l'article 1.23 du règlement général de police de la navigation intérieure
  - Autorisations spéciales de transport visées à l'article 1.21 du règlement général de police de la navigation intérieure
  - Contravention à la police de la navigation :
    - \* instruction des procès-verbaux
    - \* transmission au Procureur de la République des procès-verbaux
    - \* représentation de l'Etat dans les instances judiciaires de premier degré.
- 4 - Procédure d'expropriation :
  - Préparation du dossier de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique
  - Levée des plans et recherche des propriétaires
  - Préparation du dossier de l'enquête parcellaire, formalités nécessitées par cette enquête et formalité de l'article L 13-2 du code de l'expropriation.
- 5 - Contentieux de la contravention de grande voirie :
  - Notification des procès-verbaux.
  - Saisine des tribunaux administratifs de procès-verbaux de grande voirie.
  - Transactions
  - Notification et exécution des jugements.
  - Représentation de l'Etat devant les Tribunaux administratifs en première instance
- 6 - Pêche :
- Affermage de la pêche.
- 7 - Chasse :
  - Affermage de la chasse au gibier d'eau
  - Délit de chasse sur le domaine public fluvial :
    - \* autorisation de transaction
    - \* transmission des procès-verbaux au procureur de la République.

Article 2 : M. Jean ABELE, chargé d'assurer l'intérim du chef du service Navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.113 du 27 juillet 2009, accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service Navigation du Nord-Est, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Jean ABELE, chef du service navigation du Nord-Est par intérim, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 novembre 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

#### ANNEXE

#### FORMULATION DES DÉCISIONS

En application de l'article R 421-38-15 du code de l'urbanisme qui prévoit que le préfet s'oppose ou donne son accord ou l'assortit de prescriptions, les décisions devront être formulées de la manière suivante :

Avis favorable :

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé »

Avis favorable avec prescriptions :

« Je donne mon accord à la délivrance du permis de construire demandé sous réserve du respect des prescriptions suivantes... »

Avis défavorable :

« Je m'oppose à la délivrance du permis de construire demandé pour les raisons suivantes... »

**Arrêté n° 10.BI.47 du 29 novembre 2010 accordant délégation de signature à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chargé d'assurer l'intérim du chef du service de la navigation du Nord-Est pour les avis à la batellerie**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU le décret n°73-912 modifié du 21 septembre 1973 portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté du 19 novembre 2010 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargeant M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est à compter du 1er décembre 2010 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : A compter du 1er décembre, délégation de signature est accordée à M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, chargé d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les avis à la batellerie pour le département de la Meurthe-et-Moselle :

- diffusion des modifications des conditions d'exploitation à caractère permanent (modification du ou des Règlements Particuliers de Police)
- dérogation temporaire Règlement Particulier de Police ou Règlement Général de Police
- prescriptions de portée générale (économie d'eau)
- événements sensibles
- annonce d'arrêts ou de prescription importants, connus à l'avance et de portée limitée (regroupement, réduction d'enfoncement...)
- arrêts de navigation - décision immédiate qui fait suite à un événement imprévisible
- restriction localisée
- avis à vigilance
- information sur tous types d'événements avec ou sans restriction de circulation et/ou de gabarit (décisions prises par Voies Navigables de France relatives aux horaires de navigation et aux chômages...).

Article 2 : M. Jean ABELE, chargé d'assurer l'intérim du chef du service Navigation du Nord-Est, définit, par arrêté pris au nom préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les avis à la batellerie.

Article 3 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.122 du 6 août 2009, accordant délégation de signature à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour les avis à la batellerie, est abrogé.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Jean ABELE, chef du service navigation du Nord-Est par intérim, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 novembre 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

**Arrêté N°10.BI.48 du 29 novembre 2010 accordant délégations d'ingénierie publique**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code des Marchés Publics ;  
VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;  
VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;  
VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;  
VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;  
VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;  
VU le décret n°2003 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François HURSON directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1<sup>er</sup> février 2003 ;  
VU l'arrêté du Premier Ministre du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 ;  
VU l'arrêté du 19 novembre 2010 du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, chargeant M. Jean ABELE, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe, d'assurer l'intérim du chef de service de la navigation du Nord-Est à compter du 1er décembre 2010 ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Délégation est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Jean ABELE, chef de service de la navigation du Nord-Est par intérim, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 3 : Délégation est donnée à M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 4 : Mrs MARTY, ABELE et HURSON définissent par arrêté pris au nom du préfet, chacun en ce qui le concerne, la liste de leurs subordonnés habilités à signer les actes d'ingénierie publique dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 5 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.16 du 15 mars 2010, accordant délégations d'ingénierie publique à Mrs MARTY, MORETAU et HURSON, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle
- M. JEAN ABELE, chef du service de la navigation du Nord-Est par intérim,
- M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée à :

- M. le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine
- Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 novembre 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

---

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

*Service transports, sécurité*

**Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/043 du 10 novembre 2010 portant déclassement en vue de son aliénation d'un terrain dépendant du domaine public ferroviaire situé sur la commune de SAINT-CLEMENT, cadastré section F n° 603p lieu-dit «le village»**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

#### ARRETE

Article 1er : Est déclassé en vue de son aliénation, le terrain dépendant du domaine public ferroviaire d'une surface totale après arpentage de 1183 m², situé sur la commune de SAINT-CLEMENT et cadastré section F n°603p lieu-dit « le Village ».

Ce terrain figure sous la teinte jaune au plan joint au présent arrêté.

Article 2 : Cette opération de déclassement prendra effet à la date de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- Monsieur le maire de Saint-Clément,
- Monsieur le président du Conseil régional de Lorraine, direction de la mobilité et de l'économie des transports,
- Monsieur le directeur de la délégation territoriale immobilière Est SNCF 17 rue André Pingat à Reims,
- Monsieur le directeur des finances publiques – Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,
- Monsieur le directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle,
- direction départementale des territoires, pôle relais de Lunéville.

Nancy, le 10 novembre 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,  
François MALHANCHE

---

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**Arrêté de délégation de signature du 2 avril 2010 à Mme Ghislaine DE RIBEIRO, adjointe au responsable du SIP, gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Briey,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II,

Vu le livre des procédures fiscales,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 23 septembre 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup>. – Délégation permanente de signature est donnée à Mme Ghislaine de Ribeiro, inspecteur, à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 15 000 euros;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 30 000 euros ;

- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service

Article 2. - En cas d'absence ou d'empêchement du comptable soussigné, de Mme Ghislaine de Ribeiro, inspecteur, délégation de signature est en outre donnée à Mme Martine Pigot et Mme Denise Baldini, contrôleuses à l'effet de signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, ainsi que tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3. – La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle  
Briey, le 2 avril 2010

Le comptable, responsable de service  
des impôts des particuliers,  
Jean-Pascal BOUCHER

---

**Arrêté de délégation de signature du 2 avril 2010 aux agents chargés du recouvrement gracieux relevant de la filière gestion publique et recouvrement**

Le comptable, responsable du service des impôts des particuliers de Briey,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 396 A de son annexe II ,

Vu le livre des procédures fiscales,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le décret n°2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques,

Vu l'arrêté du 23 septembre 2009 portant création de services des impôts des particuliers dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques,

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup>. – Délégation de signature est donnée aux agents désignés ci-après :

Mme Denise Baldini, contrôlease principale,

Mme Martine Pigot, contrôlease,

Mme Patricia Targoz, contrôlease,

M Jean-Christophe Risse, contrôleur

Mme Joelle Matergia, agente,

M. Gérard Panighini, agent,

à l'effet de :

- statuer sur les demandes de remise ou de modération portant sur la majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 5 000 euros;

- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 6 mois et porter sur une somme supérieure à 5 000 euros ;

Article 2. – La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle

Briey, le 1<sup>er</sup> avril 2010

Le comptable, responsable de service  
des impôts des particuliers,  
Jean-Pascal BOUCHER